

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023



CCASI

ORGANISATION

ÉQUIPE SALARIÉE

Permanence d'accueil et information

Sandra GARLEJO

Jacqueline CASELLA - dès le 18.09.23

Leticia COUTINHO - dès le 14.08.23

Catherine ROSSI - jusqu'au 30.11.23

Eugénie JABAKJI - jusqu'au 30.06.23

Consultation Enfance, éducation et santé

Sandra GARLEJO - jusqu'au 30.09.23

Camille GRANDJEAN-JORNOD

Teresa LOURENÇO

Amanda SCHROEDER

Martina NUNES DA SILVA TYRISEVÄ - dès le 1.09.23

Consultation Assurances sociales

Sandra GARLEJO

Catherine LACK

Consultation Permis de séjour

Mehmet ARAS

Eva KISS

Administration et finances

Emmanuelle BLANC

Communication et relations extérieures

Marianne HALLE - jusqu'au 30.09.23

Daniela FERREIRA - dès le 1.12.23

Entretien des locaux

Neibere FAZLIJI ZUKA

BÉNÉVOLES ET STAGIAIRES

Christel CONUS

Camilo CROSTA BLANCO

Catherine PETERMANN

Tatiana VALLEJO

Jacqueline CASELLA

Employées temporaires

Tamara HUSAIN

Emma PERNEGER

ORGANES DE L'ASSOCIATION

Comité

Rosita FIBBI, *Co-présidente*

Emilie FLAMAND, *Co-présidente*

Jean BLANCHARD

Marie-Christine BOVARD

Mariana DUARTE MÜTZENBERG

Yamama NACIRI

Isabel OBADIARU

Sophie DE WECK HADDAD

Rachel WONG, *Trésorière*

Commission de coordination

Emmanuelle BLANC

Marianne HALLE - jusqu'au 30.09.23

Daniela FERREIRA - dès le 1.12.2023

Catherine LACK

RENDEZ-VOUS SUR [CCSI.CH](https://www.ccsi.ch) OU CONTACTEZ-NOUS

Centre de Contact Suisses-Immigrés
25, Route des Acacias · 1227 Les Acacias
022 304 48 60 · admin@ccsi.ch
CCP 12-21 188-7
IBAN CH90 0900 0000 1202 1188 7

L'ÉDITO

L'initiative populaire « **Une Vie ici, une Voix ici... Renforçons notre démocratie** » (IN 189), déposée en 2022 munie de plus de 10 000 signatures, a parcouru en 2023 son chemin institutionnel: en janvier le Conseil d'Etat l'a validée et a invité le Grand Conseil à l'accepter telle quelle. La majorité de la commission des droits politiques du Grand Conseil a voté en faveur de l'initiative, en proposant d'y opposer un contre-projet; le parlement n'a toutefois pas suivi l'avis de la commission: une majorité a décidé de rejeter l'initiative, sans lui opposer de contre-projet. Le dernier mot reviendra ainsi aux citoyens et citoyennes, lors du vote populaire prévu le 9 juin 2024. Au moment de la mise sous presse, trois forces parlementaires ont pris position en faveur de l'initiative: le Parti socialiste, les Vertes et Liberté et justice sociale. Nous comptons sur votre soutien à l'initiative dans les urnes !

La démocratie participative n'est pas la seule manière de faire de la politique. Ainsi, en étant à l'écoute des populations immigrées via ses consultations, le CCSI a pour but d'identifier des problèmes et de chercher des solutions collectives : le travail pluriannuel autour de l'accès à la santé en est un exemple. Le CCSI a constaté que

les personnes sans statut légal renoncent trop souvent à l'accès aux soins en raison des coûts et de la complexité du système de l'assurance-maladie. Dès 2018, le CCSI a entamé une réflexion sur ce thème avec les associations du réseau socio-sanitaire genevois. L'analyse s'est progressivement concentrée sur la principale barrière à l'accès aux soins de santé des adultes, à savoir le coût élevé des primes pesant lourdement sur les maigres budgets de cette couche de la population. Fin 2022, l'équipe et le comité du CCSI ont réuni des associations actives sur les questions de santé pour partager l'analyse et explorer des pistes d'amélioration. Au regard des pratiques des cantons voisins, les revendications visent désormais l'accès aux subsides d'assurance maladie pour les personnes sans statut légal et récemment régularisées. En 2023, l'action se poursuit en direction des autorités afin de trouver des réponses satisfaisantes à cette situation en particulier pour certaines catégories de personnes vulnérables, par exemple les femmes enceintes.

Rosita FIBBI
Emilie FLAMAND

POINTS FORTS 2023

En 2023, le CCSI a vécu une année de nombreux changements au sein de son équipe. Le volume de dossiers que nous gérons actuellement est parmi les plus élevés que nous n'ayons jamais eu, avec un nombre sans précédent de nouveaux dossiers, en particulier pour la consultation Enfance, Éducation et Santé. Les démarches pour l'accompagnement de ces familles sont nombreuses et exigent un suivi important.

L'accueil du CCSI a élargi sa palette de langues grâce à l'arrivée de deux nouvelles personnes à la réception parlant portugais, espagnol, français et anglais.

En réponse à l'augmentation constante des dossiers suivis, un nouveau recrutement dans la consultation Enfance, Éducation, et Santé a pu être concrétisé au dernier trimestre 2023. Celui-ci a étendu la diversité linguistique au sein de l'équipe en ajoutant le mongol, en raison de l'augmentation des usagers-ères issues de la communauté mongole.

À la fin de l'année 2023, le CCSI a également concrétisé le recrutement de sa nouvelle responsable communication et relations extérieures, qui succède à sa prédécesseure après 13 années d'engagement en faveur des droits des personnes migrantes.

Grâce au soutien de la Croix-Rouge, le CCSI a disposé de 30 heures d'interprétariat afin de faciliter la communication avec les usagers-ères dans des langues tel que l'albanais, le mongol ou le mandarin.

Le projet Primo-information a établi des questionnaires afin de mieux répondre aux demandes des usagers-ères. Grâce aux 225 réponses obtenues, le CCSI a organisé 4 ateliers

4 nouvelles collaboratrices et élargissement de la diversité linguistique en 2023

collectifs portant sur la rectification d'impôts à la source et la gestion de factures d'assurance maladie; 16 ateliers individuels de gestion de factures; et 12 séances d'information collectives sur diverses thématiques telles que le fonctionnement des allocations familiales, le système éducatif primaire, les démarches à faire après l'obtention du permis, ainsi que les informations relatives au permis C anticipé comme nouveau sujet proposé cette année. Le service de garderie a accueilli plus de 30 enfants durant les séances d'information et ateliers collectifs.

La consultation Enfance, Éducation et Santé a ouvert un nombre record de nouveaux dossiers. Pour le suivi de ces nouveaux dossiers, les démarches liées aux assurances maladie (affiliation, demandes de subsides) sont un volet important de l'activité de la consultation. La consultation maintient un contact fréquent avec les communes pour soutenir les usagers-ères dans l'inscription au restaurant scolaire et parascolaire. Ces démarches ont été réalisées auprès de 13 communes en 2023. Par ailleurs, cette année, le CCSI a recueilli des informations sur les activités extrascolaires mises en place par 15 communes du canton ainsi que les éventuelles aides financières accessibles aux familles sans-papiers dans leur commune de résidence pour accéder à ces activités, afin de créer un document d'information pour les usagers-ères.

Pour la troisième année consécutive, le CCSI a participé au projet « Bientôt à l'école » de la Ville de Genève, un programme de soutien familial visant à faciliter la première rentrée scolaire.

La consultation Assurances sociales continue également de soutenir les personnes migrantes dans leurs démarches pour accéder aux prestations des assurances sociales: assurance

Le projet
Primo-
information
a organisé

32

activités
visant à
informer et
soutenir les
usagers-ères

La
consultation
Enfance,
éducation
et santé
a ouvert

413

nouveaux
dossiers

invalidité, rentes de vieillesse, allocations familiales, prestations complémentaires ou de l'aide sociale.

15%
des dossiers
pour des
assurances
sociales
concernent
des enfants

Cette année, le travail de réseau de la consultation Assurances sociales s'est axé principalement sur les thématiques liées à la vieillesse. Grâce à une collaboration entre le CCSI et l'ODAE, deux articles ont été rédigés, en accord avec les constatations faites sur le terrain. L'un sur les femmes extra-européennes travaillant dans l'économie domestique qui se retrouvent souvent dans des situations de pauvreté au moment du passage à la retraite (AVS) – les rentes étant trop faibles et se heurtant au délai de carence de 10 ans pour toucher des prestations complémentaires (PC); et l'autre sur les calculs sur le degré d'invalidité, principalement pour les femmes migrantes, où les rentes AI sont très basses en raison des lacunes d'années de cotisations et les taux d'emploi très variables.

Par ailleurs, on observe une augmentation des dossiers d'enfants concernées par des demandes de prestations auprès de l'assurance invalidité, notamment une augmentation des enfants souffrant de troubles du spectre de l'autisme.

La consultation Permis de séjour continue à soutenir les personnes migrantes pour l'obtention et le renouvellement de leur permis de séjour et pour les démarches de regroupement familial.

1/3 des dossiers suivis, relèvent de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP). Ces dossiers ALCP sont plus particulièrement en lien avec la notion de la qualité de travailleurs salariés et celle du droit de demeurer à la suite de la fin d'une activité salariée pour cause d'incapacité

1/3
des dossiers
pour des
permis
de séjour
relèvent
de l'ALCP

permanente de travail. Le CCSI accompagne ces personnes jusqu'à l'obtention de leur permis.

Le travail s'intensifie lorsqu'il s'agit de suivre des démarches de regroupement familial qui peuvent s'avérer très longues. Ceci s'explique par les critères financiers et de logement à remplir pour faire venir sa famille une fois le permis obtenu.

Cette année, le groupe de travail sur l'accès à la justice pour les personnes sans statut légal, dont le CCSI fait partie, a élaboré une stratégie pour approcher les autorités afin d'améliorer la protection et la prise en charge des victimes de délit.

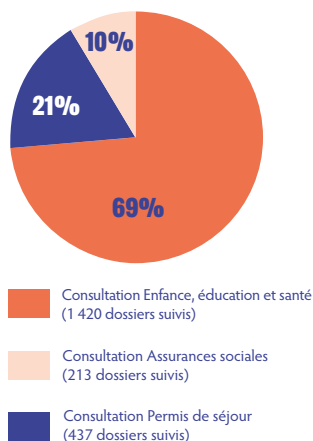
En 2023, nous avons obtenu le soutien financier de trois nouvelles fondations et le renouvellement du soutien de la Fondation Gandur. Ces fonds, destinés au projet « des enfants avant tout », nous permettent de renforcer l'impact de nos actions en faveur des enfants migrants. Ces partenariats confirment la reconnaissance croissante de notre travail et de notre mission.

Le contrat de prestations avec le Canton de Genève reste un soutien indispensable pour la continuité de nos activités. Nous envisageons de renégocier ce contrat en 2025 pour obtenir une augmentation de cette subvention afin de répondre à la forte augmentation des dossiers traités au sein du CCSI et réduire notre dépendance aux fluctuations de la recherche de fonds pour notre fonctionnement quotidien.

Durant cette année, nous avons amorcé les préparatifs pour la célébration du cinquantième anniversaire du CCSI, prévue entre 2024 et 2025. Les événements commémoreront le précieux travail accompli en faveur des droits des personnes migrantes à Genève, tout en impulsant des actions futures visant à améliorer leurs conditions de vie.

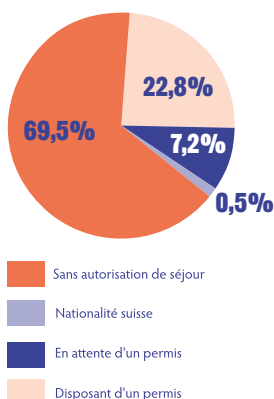
STATISTIQUES

FRÉQUENTATION



L'année 2023 est particulièrement remarquable sur deux aspects. D'une part, avec le suivi de **2070** dossiers, soit une augmentation de 6,5% par rapport à 2022. Si nous comparons les années 2021 et 2023, c'est une augmentation de plus de 10% que nous avons absorbé avec près de 200 dossiers supplémentaires en deux ans. D'autre part, par le nombre d'ouvertures de nouveaux dossiers. Alors que la moyenne se situait habituellement autour de 450 par année, le CCSI a ouvert **605** nouveaux dossiers en 2023 (600 en 2022), ce qui constitue un record absolu. Cette augmentation concerne surtout les dossiers suivis par la consultation Enfance, éducation et santé, qui a ouvert **413** dossiers en 2023 (397 l'année précédente). La consultation Permis de Séjour a ouvert le même nombre de dossiers qu'à l'accoutumée avec un taux de travail inférieur à celui de l'année dernière. En effet, nous n'avons pas pu consolider les taux de travail qui avaient pu être augmentés grâce à un financement extraordinaire. Concernant les dossiers suivis par la consultation Assurances sociales, ils sont eux aussi en hausse et spécifiquement les dossiers d'enfants qui représentent 15% des suivis de la consultation. Notons aussi qu'environ 9% des dossiers que nous suivons sont accompagnés par deux ou trois consultations simultanément.

STATUT DE SÉJOUR



Le CCSI a assuré près de **3 600 rendez-vous** en 2023. Ce chiffre – en constante hausse ces quatre dernières années (+21,5 % par rapport à 2020), témoigne de la nécessité de suivi des dossiers des usagers-ères d'une complexité croissante et confirme la charge de travail qui pèse sur les consultations. De même la permanence Accueil et primo-information a répondu à plus de **10 000 sollicitations** physiques et téléphoniques dont près d'un quart concerne la primo-information.

La répartition de nos usagers-ères en fonction de leur statut de séjour a légèrement évolué, avec une augmentation de 2,5% de la proportion de personnes sans statut légal, qui s'explique par la hausse des dossiers de familles primo-arrivantes avec des enfants sans statut légal. Les personnes sans permis de séjour représentent 69,5% de l'ensemble des suivis au CCSI.

L'Amérique latine – Brésil, Bolivie et Colombie en tête – continue d'être la zone de provenance géographique la plus représentée (53% des dossiers suivis). Parmi les nouveaux dossiers, la tendance à la hausse des personnes venant de pays de l'Union européenne (UE) se confirme. Les pays de l'UE représentent désormais plus de 20% des dossiers suivis, mais surtout près de 27% des nouveaux dossiers. Il faut relever que ces nouveaux dossiers pour des ressortissants européens, en dépit de l'Accord sur la libre circulation des personnes, s'expliquent par les difficultés que continuent de rencontrer ces derniers-ères pour obtenir un regroupement familial en faveur de leurs enfants en l'absence d'un logement jugé convenable et/ou d'un employeur qui accepte de les déclarer.

80,5%
c'est le
pourcentage
de dossiers
suivis dont les
titulaires sont
des femmes

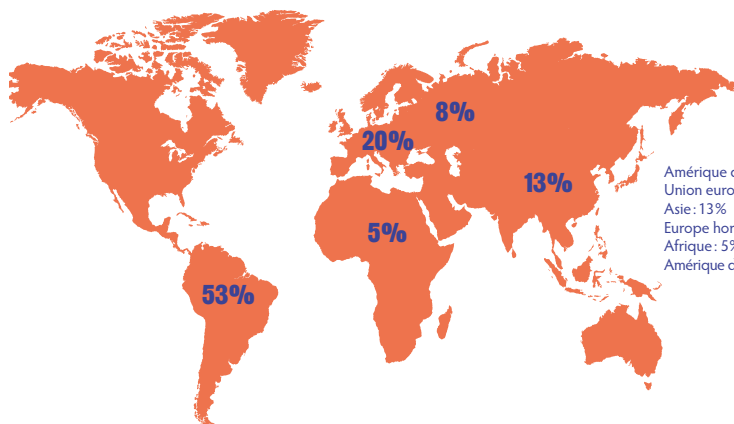


Le CCSI a suivi
les familles de
2 930

enfants
en
2023



PROVENANCE



Amérique du Sud et centrale : 53%
Union européenne et Suisse : 20%
Asie : 13%
Europe hors Union européenne : 8%
Afrique : 5%
Amérique du nord, Océanie et Caraïbes : moins de 1%

COMPTES

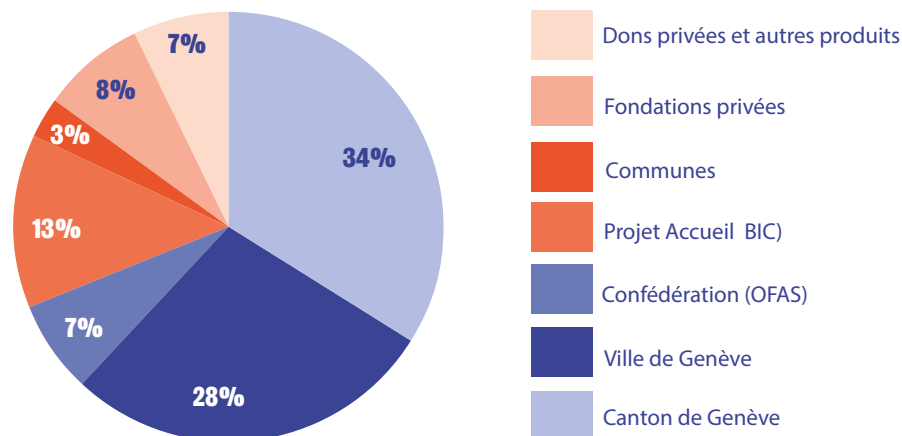
Les comptes 2023 présentent un résultat légèrement excédentaire – proche des prévisions budgétaires en dépit d'une année mouvante en terme de départs et de recrutements, ayant eu un impact non négligeable sur les frais de personnel principalement des heures supplémentaires et des augmentations de taux de travail.

Malgré cette situation spécifique, nous avons présenté un résultat positif, grâce à trois nouvelles fondations qui se sont engagées au-delà de ce que nous avons budgété et avec l'utilisation de fonds affectés. Notamment, suite à la fin du projet « conséquences de la crise du covid », nous avons maintenu un 0,1 ETP dans la consultation Permis de séjour.

Concernant les charges de projets, CHF 135 000.- avait été budgété pour le projet Allocation de rentrée scolaire (ARS) pour l'achat des cartes à distribuer. Cependant, suite à la modification du règlement relatif aux aides financières, nous avons été chargés uniquement de la distribution des cartes reçues, ce qui explique la différence entre le budget initial et les comptes finaux.

Pour les produits, le CCSI a pu compter sur la générosité de fondations privées qui se sont engagées et réengagées pour la période 2023-2025 en soutenant le projet « Des enfants avant tout » (les fondations: André & Cyprien, Gandur pour la jeunesse, Haas, Teamco). Pour finir,

FINANCEMENTS 2023



nous tenons à remercier vivement la Fondation Dora pour son précieux soutien arrivé à son terme en 2023. Ces financements nous permettant de poursuivre notre mission d'accompagnement auprès de nos usagers-ères.

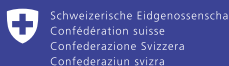
CHARGES	2023	2022
Frais de personnel	885 742	871 272
Charges de locaux	148 710	144 523
Charges administratives	62 473	70 923
Campagnes et relations extérieures	2 767	4 026
Charges de projets (Accueil, Allocation rentrée scolaire)	3 047	137 895
Charges pour aides directes aux usagers-ères	-	2 333
Amortissements non-couverts par les fonds affectés	6 121	6 121
Total des charges	1 108 860	1 237 093

PRODUITS		
Canton de Genève	373 507	373 507
Ville de Genève (yc. Allocation rentrée scolaire)	305 000	440 000
Confédération (OFAS)	77 000	77 000
Communes	30 600	49 179
Projet Accueil et primo-information (BIC)	137 445	137 445
Recherche de fonds pour projets	90 000	75 000
Dons des membres et sympathisants	11 597	12 275
Cotisations des membres	12 310	12 880
Contributions des usagers-ères	5 748	6 838
Sous-location	32 108	29 901
Prestations et autres produits	12 373	5 481
Total des produits	1 087 688	1 219 506

RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-21 172	-17 587
Résultat financier	334	160
Constitution de fonds affectés	-90 000	-75 000
Utilisation de fonds affectés (hors amortissements)	111 172	92 333
Résultat des fonds affectés	21 172	17 333
Résultat avant répartition avec le Canton	334	-94
Dissolution des parts de subvention provisionnées	-	-
BÉNÉFICE (+) / PERTE (-) DE L'EXERCICE	334	-94

REMERCIEMENTS

Le CCSI remercie chaleureusement les personnes, les institutions, ainsi que les collectivités publiques et privées qui soutiennent financièrement ses activités. Les tâches mentionnées dans ce rapport n'auraient pas pu être menées à bien sans leur appui. Le CCSI remercie également pour leur précieux soutien ses partenaires au Bureau de l'intégration et de la citoyenneté du Canton de Genève, et au Département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève, ainsi que l'ensemble de leurs collaborateurs-trices.



FONCTIONNEMENT

- Le Canton de Genève ;
- La Ville de Genève ;
- L'Office fédéral des assurances sociales ;
- Les communes d'Aire-la-Ville, Bardonnex, Bellevue, Bernex, Carouge, Cartigny, Céligny, Collonge-Bellerive, Confignon, Genthod, Grand-Saconnex, Lancy, Meinier, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, Puplinge, Thônex, Vandoeuvres, Versoix et Veyrier.

PROJETS

« Accueil et information »

Secrétariat d'État aux migrations et Bureau de l'intégration et de la citoyenneté (fonds PIC).

« Interprétariat »

- Croix-Rouge genevoise - Service d'interprétariat communautaire et de médiation interculturelle (SICMI)

« Des enfants avant tout »

Fondation André et Cyprien, Fondation Dora, Fondation Gandur pour la jeunesse, Fondation Haas et Fondation Teamco.

« Conséquences sociales et économiques du COVID-19 »

- Commune d'Anières ;
- Commune de Plan-les-Ouates ;
- ACASE (Association catholique d'action sociale et éducative).

Action « cadeaux de Noël »

- Save the Children et ses entreprises partenaires.